



Tableau de bord de l'industrie française

Mars 2008

Document réalisé par
Coe-Rexecode



Tableau de bord de l'industrie française

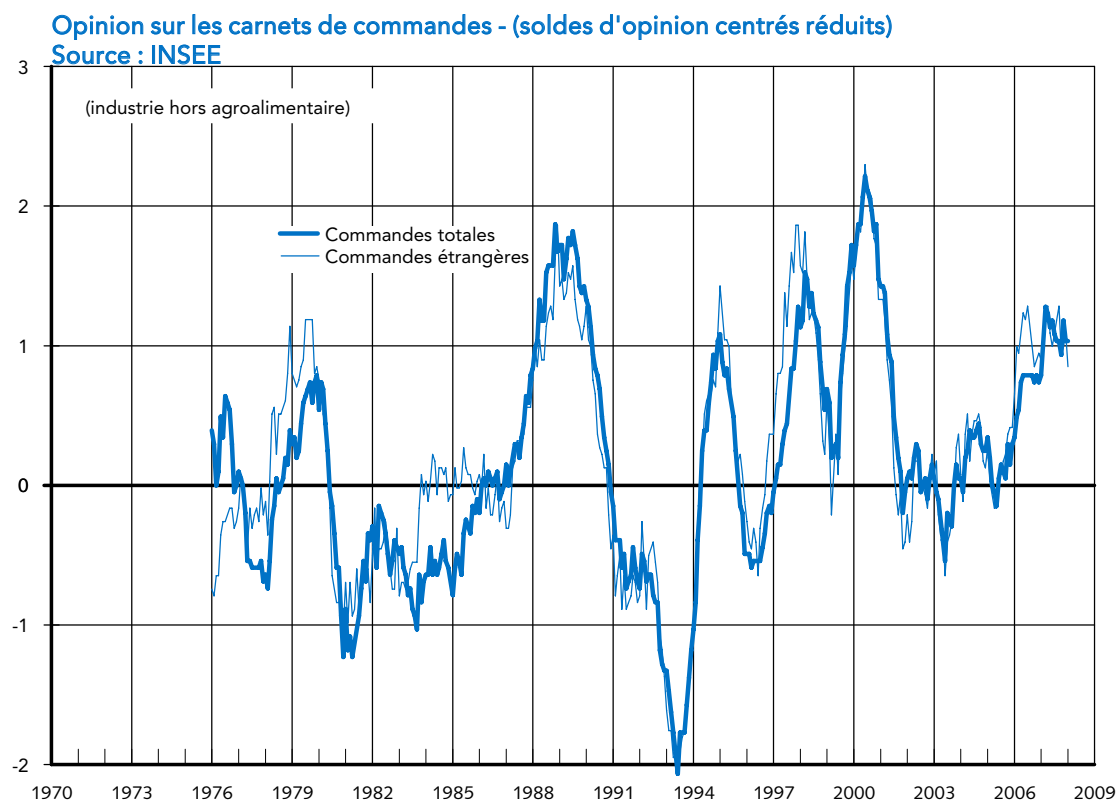
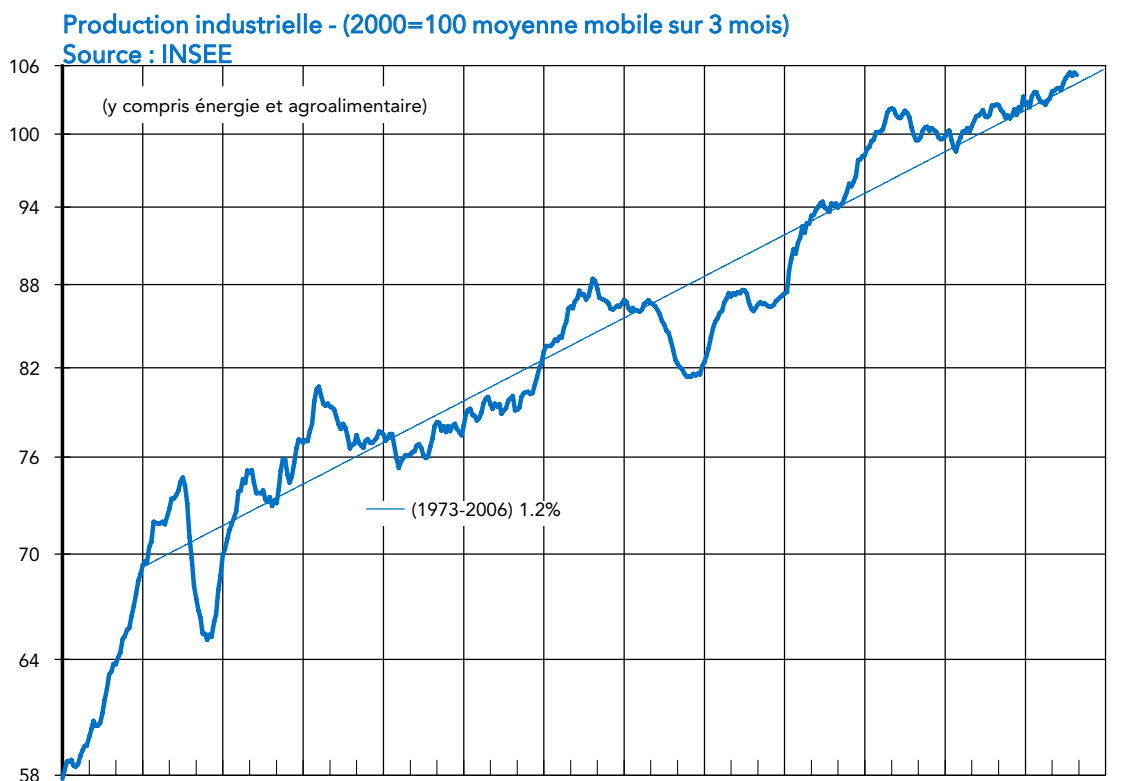
Tendances

	Pages
Production et commandes industrielles	3
Echanges extérieurs et consommation de produits industriels	5
Facteurs de production	7
Prix et trésorerie	9

Performances comparées

Tendances comparées de la production	11
Facteurs de la compétitivité - Prix	13
Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales	15
Position des produits français sur les marchés extérieurs	17

Production et commandes industrielles



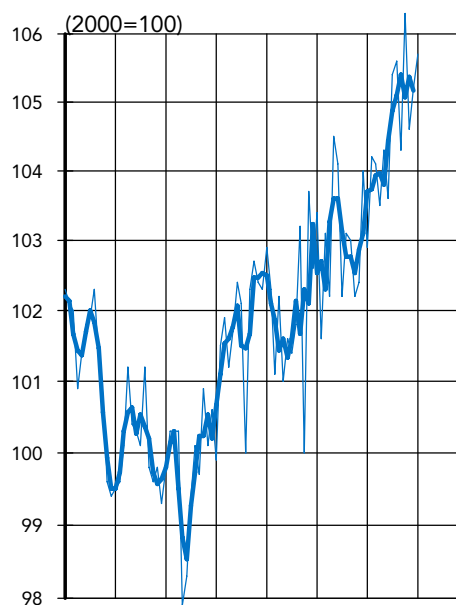
Production et commandes industrielles

L'exercice 2007 a vu la production de l'ensemble de l'industrie progresser de 1,5 % en moyenne annuelle. Il s'agit du rythme de croissance annuel le plus élevé observé durant la décennie en cours après celui de l'année 2004 (1,9 %). Ainsi que cela a été systématiquement le cas depuis 2002, l'activité industrielle est restée en retrait de la croissance de l'ensemble de l'économie. Celle-ci est ressortie à 1,9 % en 2007. La progression de la production industrielle a été obtenue en début d'année dernière, le niveau de l'activité plafonnant depuis un point haut inscrit l'été dernier. Au cours des trois derniers mois connus en janvier, l'indice de la production industrielle recule même de 0,9 % en rythme annualisé. A cette date, il n'excède que de 2,9 % son niveau record qui avait été inscrit sept ans plus tôt à l'hiver 2000-2001.

Les divergences des rythmes d'activité entre les secteurs se sont accentuées au cours des derniers mois. L'activité dans le secteur des biens d'équipement reste sur la tendance soutenue qu'elle connaît depuis trois ans. Elle progresse de 5,2 % sur un an en janvier. Après trois ans de fort recul, la production est repartie à la hausse dans le secteur de l'automobile à partir du second semestre 2007. A l'inverse, elle plafonne dans les secteurs de l'agro-alimentaire et dans ceux des biens intermédiaires. Elle s'est nettement affaiblie dans la deuxième partie de l'année écoulée dans le secteur des biens de consommation, reculant de 9,1 % l'an sur les trois derniers mois connus et de 1,6 % sur un an.

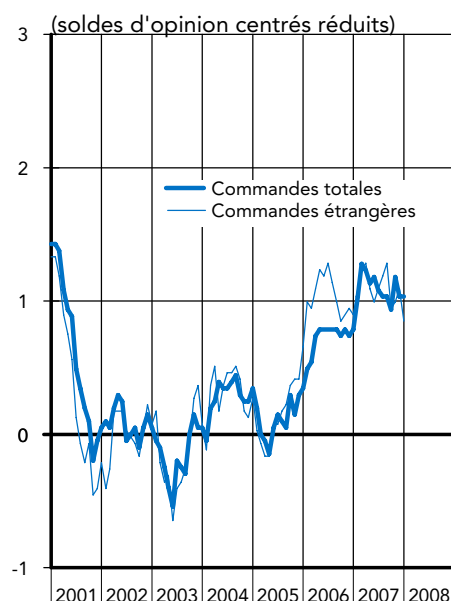
Le plafonnement de l'activité industrielle est corroboré par le piétinement, à un haut niveau des enquêtes de conjoncture. Le solde des opinions des industriels sur le niveau de leurs carnets de commandes s'érode même quelque peu, principalement sous l'effet d'un tassement des opinions sur les commandes en provenance de l'étranger. Le repli des perspectives générales de production que formulent les industriels suggère qu'une modération de l'activité se dessine. ■

Indice de la production industrielle (1)



(1) y compris énergie et agroalimentaire

Opinion sur les carnets de commandes (2)

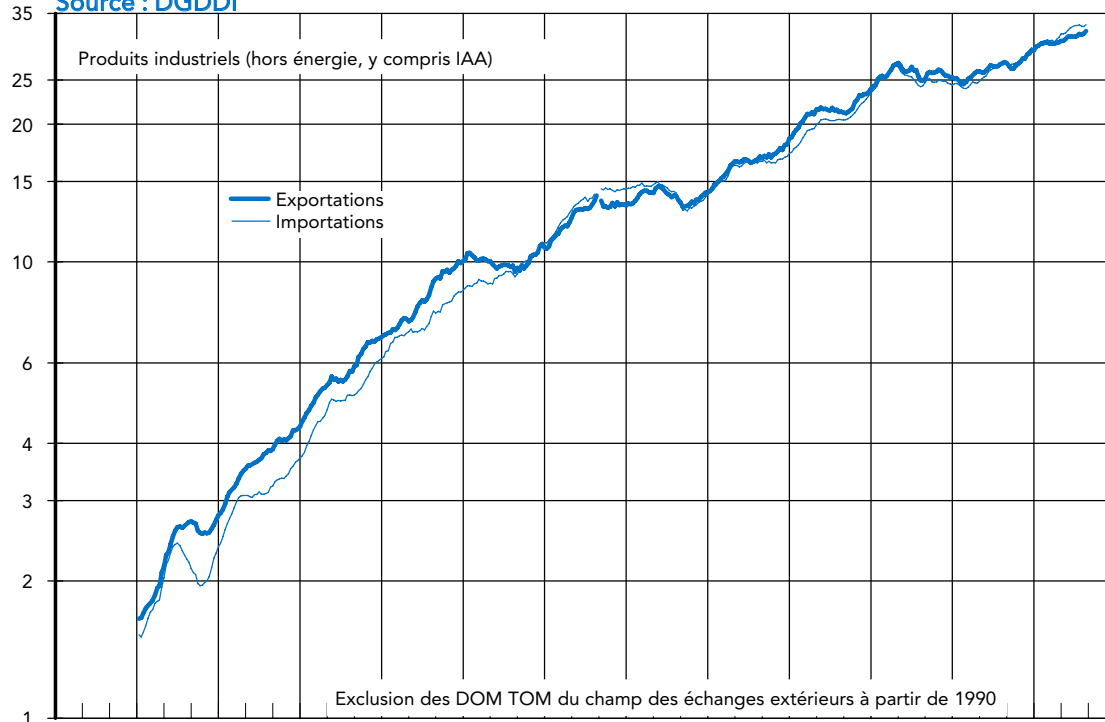


(2) industrie hors agroalimentaire

Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

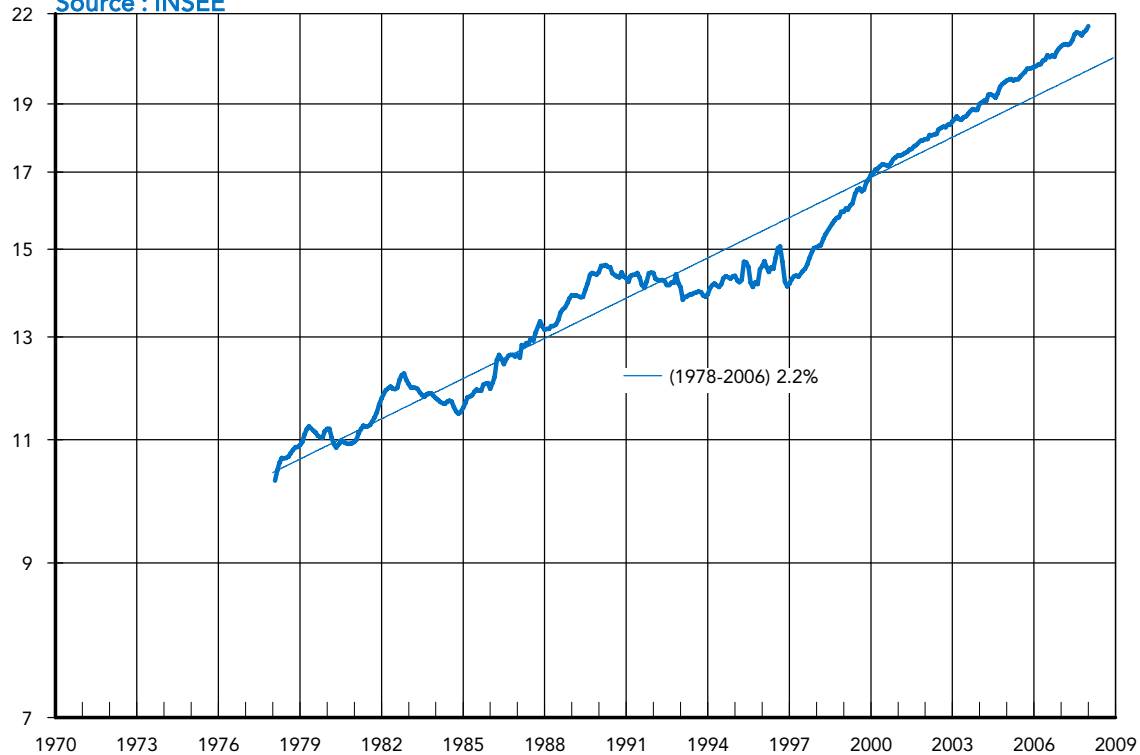
Commerce extérieur - (milliards d'euros)

Source : DGDDI



Achats de produits manufacturés par les ménages - (volume - mrd d'euros, prix chaînés)

Source : INSEE

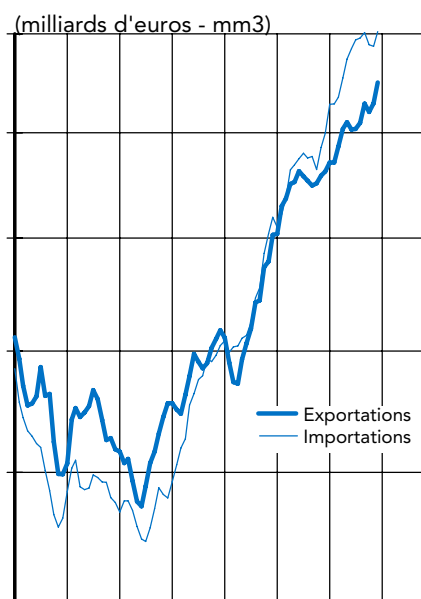


Echanges extérieurs et consommation de produits industriels

Le plafonnement de l'activité intervenu durant le second semestre n'est pas corroboré par la dynamique récente des exportations. Exprimées en valeur, ces dernières progressent de 5,5 % l'an en moyenne mobile sur trois mois en janvier. Le constat est toutefois moins favorable lorsque l'on porte attention aux évolutions en volume appréciées à partir des résultats des comptes nationaux trimestriels. Au cours du quatrième trimestre 2007, les exportations de l'ensemble de l'industrie ont reculé de 2,2 % l'an. La progression des exportations mesurées en valeur est partagée par la plupart des grands secteurs industriels. Elle est un peu plus marquée pour ce qui concerne le secteur des biens d'équipement. Les exportations d'Airbus ont pour leur part reculé d'un peu plus de 5 % en 2007. Après avoir bondi durant le premier semestre 2007, les importations de produits industriels ont plafonné à partir de l'été. Sur l'ensemble de l'année, le solde des échanges de produits industriels (FAB-CAF) s'est fortement dégradé. Il s'inscrit à hauteur de 15,9 milliards d'euros contre 3,5 milliards l'année précédente. Le creusement du solde déficitaire des échanges de produits industriels explique l'intégralité du creusement du déficit de l'ensemble des échanges extérieurs intervenu en 2007.

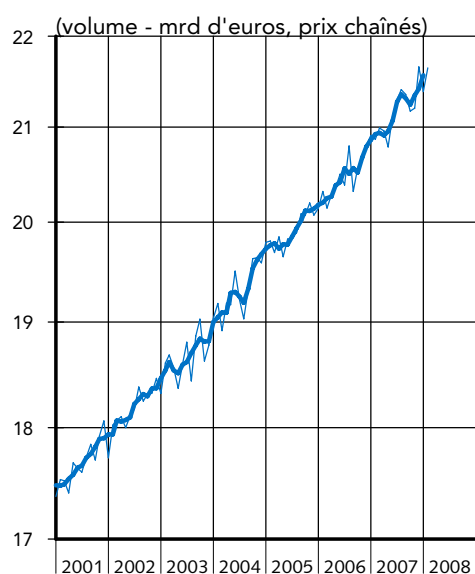
A nouveau, les achats de produits manufacturés effectués par les ménages sont demeurés le moteur indéfectible de la demande de ce type de produits, prolongeant une tendance à l'œuvre depuis plus de dix ans. Ces achats se sont toutefois quelque peu tassés en fin d'année dernière avant de se redresser en janvier. Le dynamisme de la demande des ménages continue de soutenir en premier lieu les importations et non pas les producteurs installés en France. De la fin 2000 à la fin 2007, la consommation des ménages en biens de consommation a progressé de 21,7 %, les importations de ce type de biens ont avancé de 64,2 % et celle de la production sur le territoire de seulement 4,8 %.

Commerce extérieur industriel (*)



(*) produits industriels (hors énergie, y compris IAA)

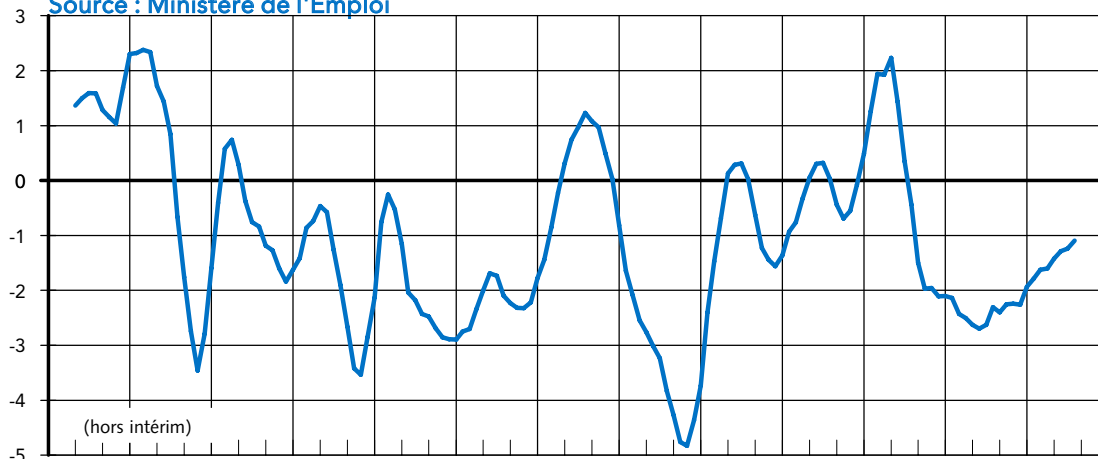
Achats de produits manufacturés par les ménages



Facteurs de production

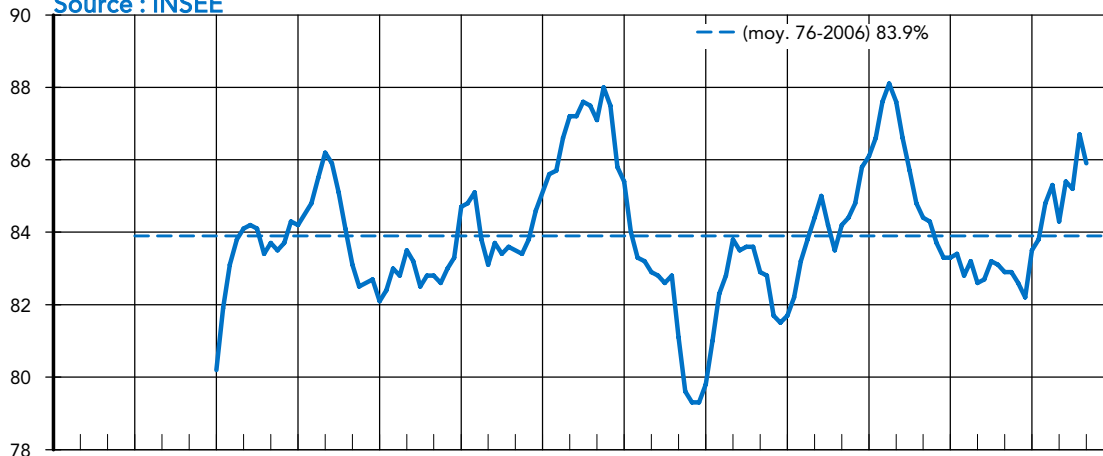
Emploi salarié dans l'industrie - (glissement annuel - %)

Source : Ministère de l'Emploi



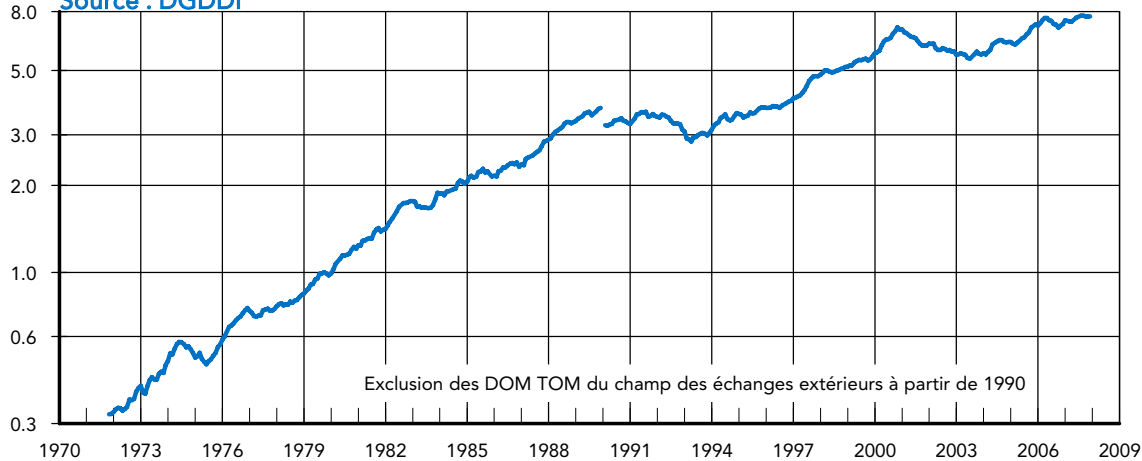
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière (%)

Source : INSEE



Importations de biens d'équipement professionnels (milliards d'euros)

Source : DGDDI

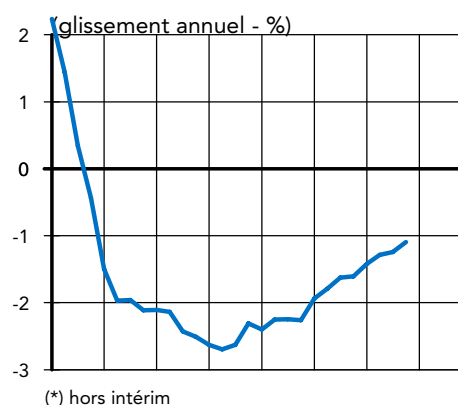


Facteurs de production

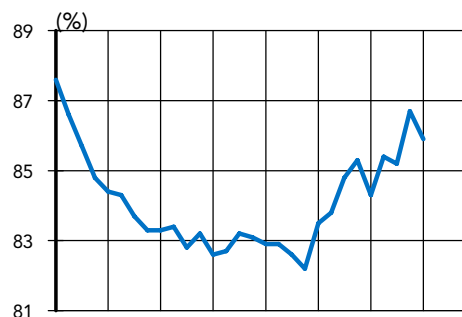
Le recul des effectifs industriels directs (hors intérim) s'est modéré tout au long de l'année écoulée. Un peu moins de 41 000 emplois salariés directs ont été perdus dans les entreprises industrielles courant 2007 contre 60 000 durant l'année précédente. Sous l'effet de la dynamique des créations d'entreprise, 4 000 emplois non salariés ont été créés dans les secteurs industriels. Le recours aux missions d'intérim a certes fléchi au printemps avant de plafonner quelque peu. Toutefois, sur l'ensemble de l'année, le volume moyen journalier des missions d'intérim dans l'industrie s'est accru de 3,3 %. Par ailleurs, c'est dans les secteurs industriels que la proportion d'entreprises ayant recouru au dispositif d'exonération de charges sur les heures supplémentaires, mis en place dans le cadre de la loi TEPA, est la plus forte. Le niveau élevé des difficultés de recrutement rencontrées par les industriels explique probablement en grande partie leur important recours relatif à un tel dispositif. L'indicateur de tensions sur le marché du travail, qui rapporte le nombre d'offres d'emplois enregistrés dans les métiers industriels aux demandes d'emplois dans la même famille professionnelle, a dépassé en 2007 ses points hauts touchés en 2000 lors du précédent pic d'activité.

Malgré l'amorce d'une dégradation des opinions des industriels sur l'évolution de l'activité, ces derniers, interrogés en janvier, anticipaient une progression de 7 % de leurs dépenses d'investissement en valeur (pour la seule industrie manufacturière). Cette anticipation est à prendre avec beaucoup de précautions, de telles estimations ayant fréquemment été l'objet de révisions de grande ampleur par le passé. Elle s'explique en partie par l'importance des phénomènes de saturation de l'outil de production rencontrés par de nombreux secteurs d'activité et, ce, alors même que l'activité reste en peine de franche accélération. ■

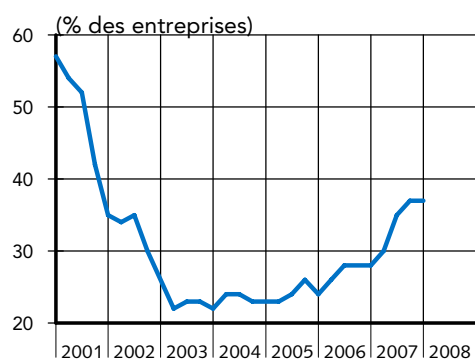
Emploi salarié dans l'industrie (*)



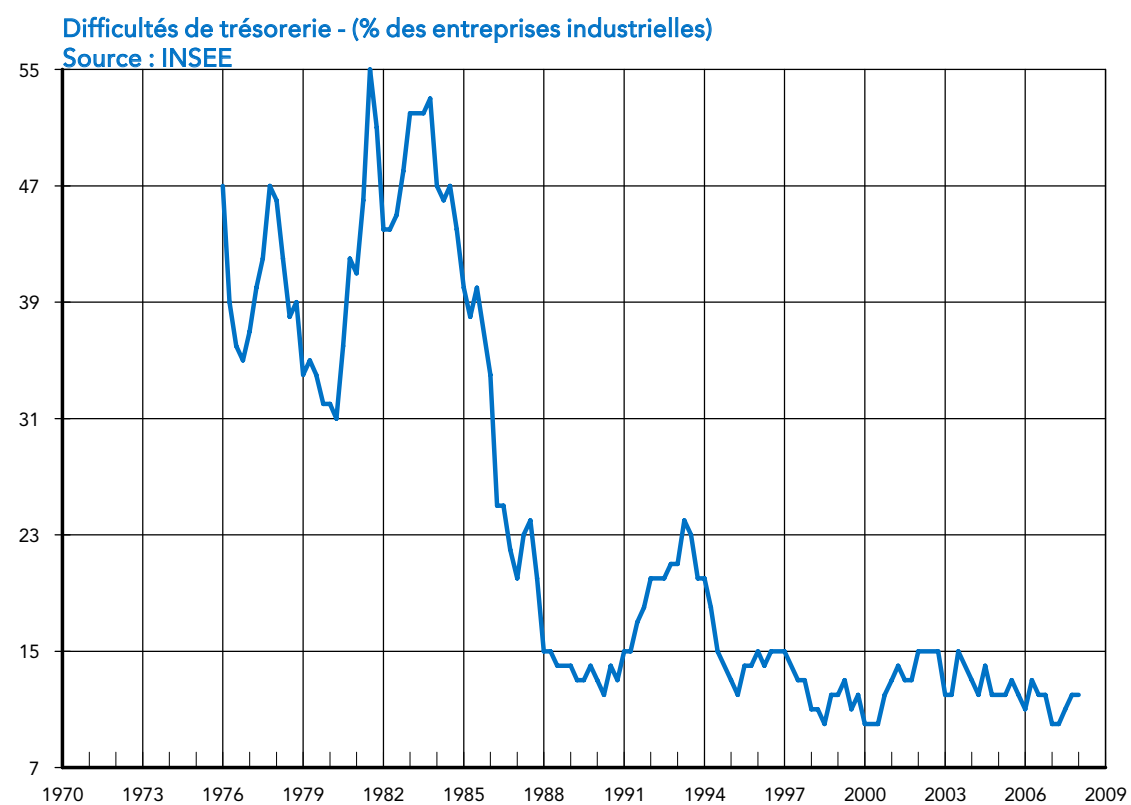
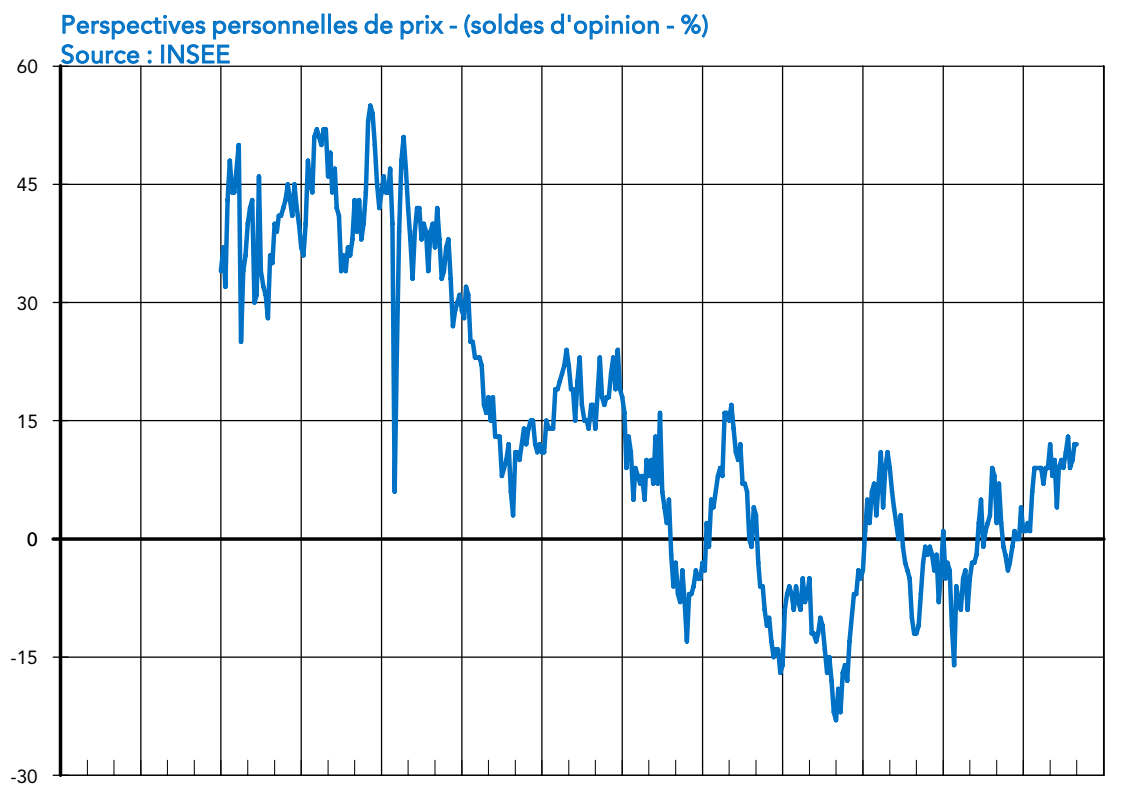
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Difficultés de recrutement dans l'industrie manufacturière



Prix - Trésorerie

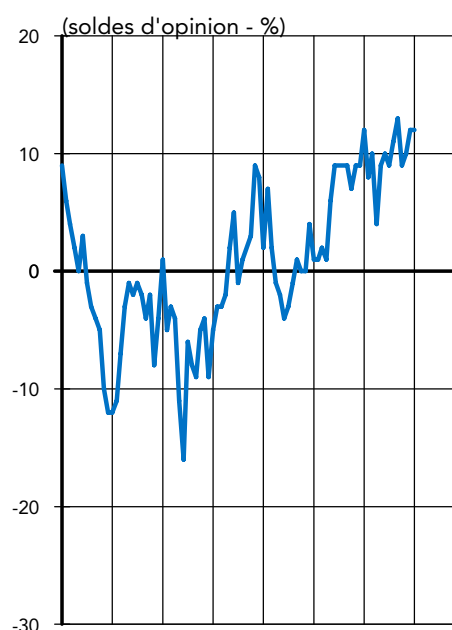


Prix et trésorerie

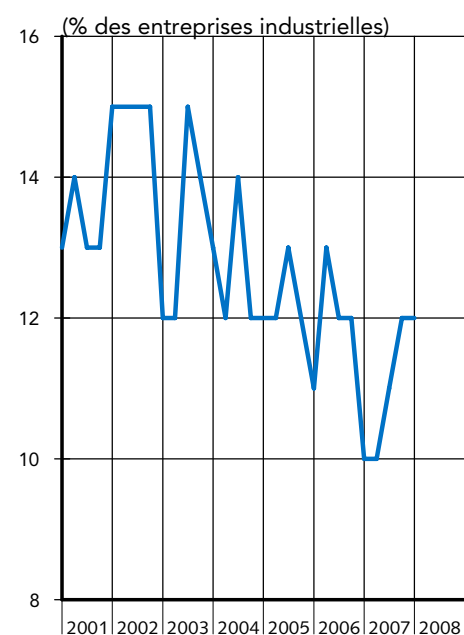
Les perspectives personnelles de prix que formulent les industriels se sont orientées à la hausse tout au long de l'année écoulée. Elles s'inscrivent même à un niveau historiquement élevé pour ce qui concerne l'industrie agro-alimentaire. Cette tendance s'explique en grande partie par l'envolée du coût des approvisionnements en matières premières. Ce renchérissement n'est qu'amorti par l'appréciation de l'euro. En l'espace de deux ans, l'indice des prix des matières premières à usage industriel en euros a progressé de plus de 28 %. Ce choc de coût sur les approvisionnements n'est que partiellement répercuté dans les prix de vente des entreprises industrielles. Les prix à la production de l'industrie manufacturière avancent en effet moins vite que le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires de cette branche, prolongeant une tendance amorcée depuis plus de sept ans.

Malgré ce choc de coût et l'amorce d'un durcissement des conditions de crédit qui s'opère à la suite de la crise financière débutée à l'été 2007, la proportion de chefs d'entreprise déclarant rencontrer des difficultés de trésorerie reste faible. De même, les résultats d'exploitation sont de nouveau jugés satisfaisants par les industriels interrogés dans le cadre de l'enquête de trésorerie de l'industrie. Cette appréciation plutôt positive est corroborée par les estimations des comptes nationaux qui suggèrent que l'excédent brut d'exploitation dans le secteur industriel aurait progressé de 7,4 % en 2007 (estimation Coe-Rexecode pour le quatrième trimestre). Malgré cette progression, la masse de l'EBE des entreprises industrielles est encore inférieure de 5 % au niveau qui était le sien en 2000. Le taux de marge a reculé entretemps de 33,8 % à 30,8 % en France quand il gagnait plus de trois points dans l'ensemble de la zone euro. ■

Perspectives personnelles de prix



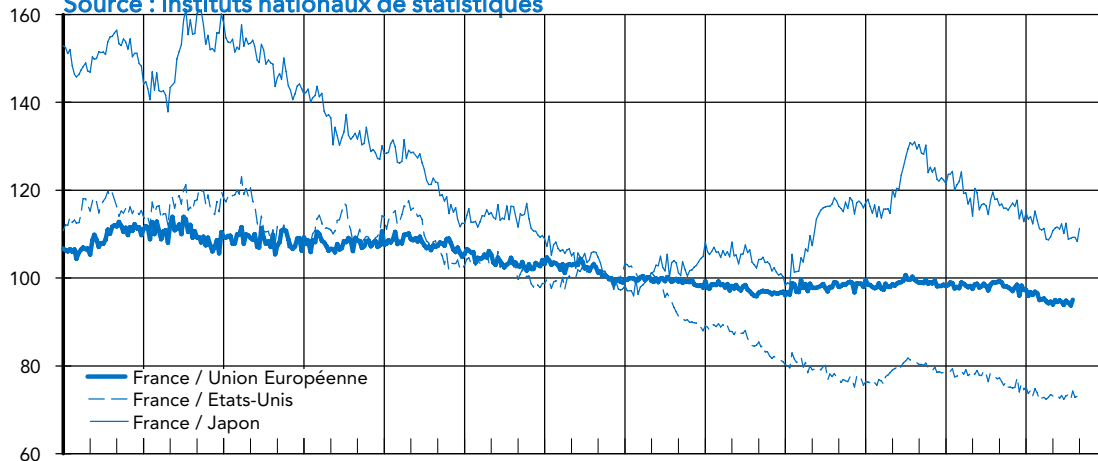
Difficultés de trésorerie



Production et commandes à l'industrie

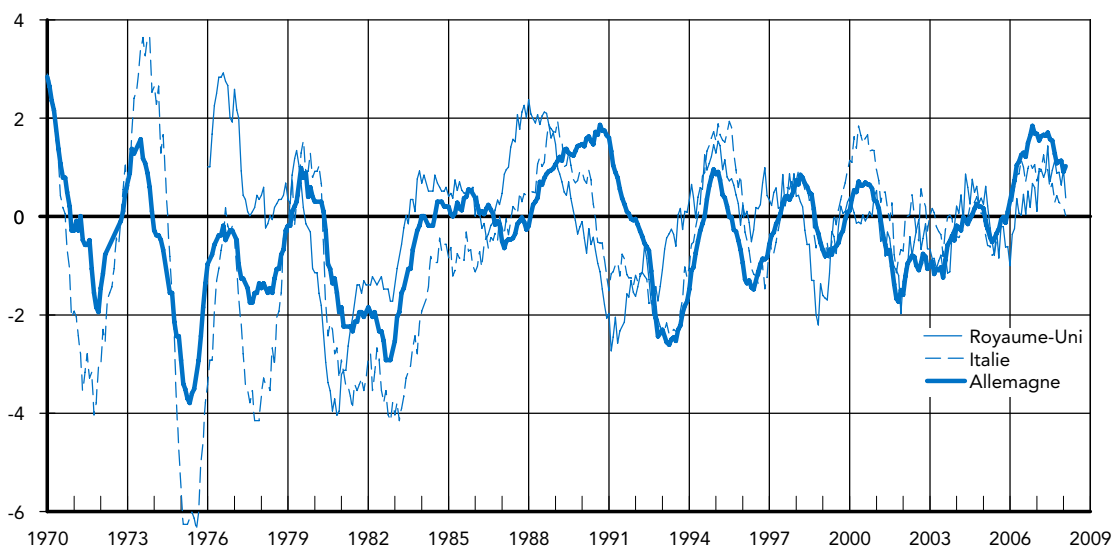
Indices comparés de production industrielle - (base 100 en 1990)

Source : instituts nationaux de statistiques



Enquête sur les carnets de commandes globaux (soldes d'opinion centrés réduits)

Source : Direction générale des affaires économiques et financières - Comm. européenne

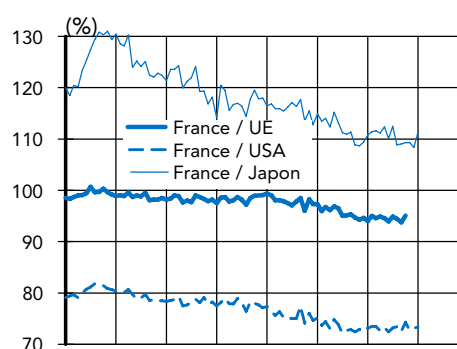


Tendances comparées de la production

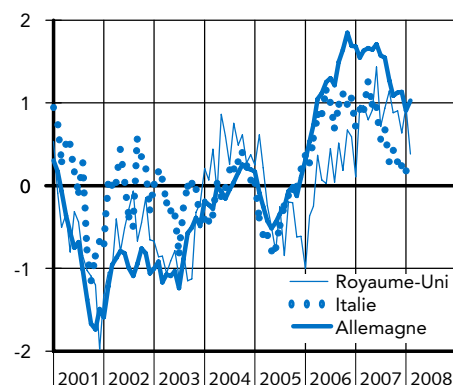
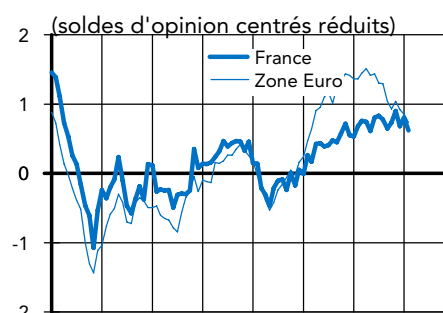
En 2007, la croissance de l'activité industrielle en France (1,5 %) a de nouveau été en retrait de celle observée dans l'ensemble de la zone euro (3,5 %). En cours d'année, la progression de l'indice de la production industrielle de la zone euro s'est affaiblie, son rythme convergeant vers celui que connaît l'indice français. Le retard de croissance que connaît l'industrie française est loin d'être comblé, il n'a fait que se stabiliser fin 2007. Sur plus longue période, pour un indice basé à 100 en 2000, l'indice de la production industrielle ressort en effet à 105,7 en France en janvier 2008, à 114 en moyenne dans la zone euro, à 123,9 en Allemagne et 109,9 en Espagne. Parmi les grands pays membres de la zone euro, seule l'Italie affiche des performances plus médiocres sur longue période, son indice ressortant seulement à 98,4 en janvier. Cette tendance est à relier au recul de la compétitivité sur les marchés à l'exportation dont ont pâti les industries française et italienne depuis plusieurs années. Le décrochage de l'activité industrielle française depuis 2000 s'observe également relativement aux Etats-Unis comme par rapport au Japon.

Le retournement baissier de la conjoncture paraît plus marqué pour l'heure dans le cas européen qu'il ne l'est en France. Le solde des opinions des industriels européens sur le niveau de leurs carnets de commandes a passé un point haut en début d'année dernière. Il s'effrite régulièrement depuis sous l'effet d'une dégradation des opinions sur le niveau des carnets de commandes en provenance de l'étranger. C'est notamment le cas des opinions des industriels allemands quant au niveau de leurs carnets de commandes. Le repli de la conjoncture industrielle paraît toutefois encore plus marqué en Espagne et en Italie. ■

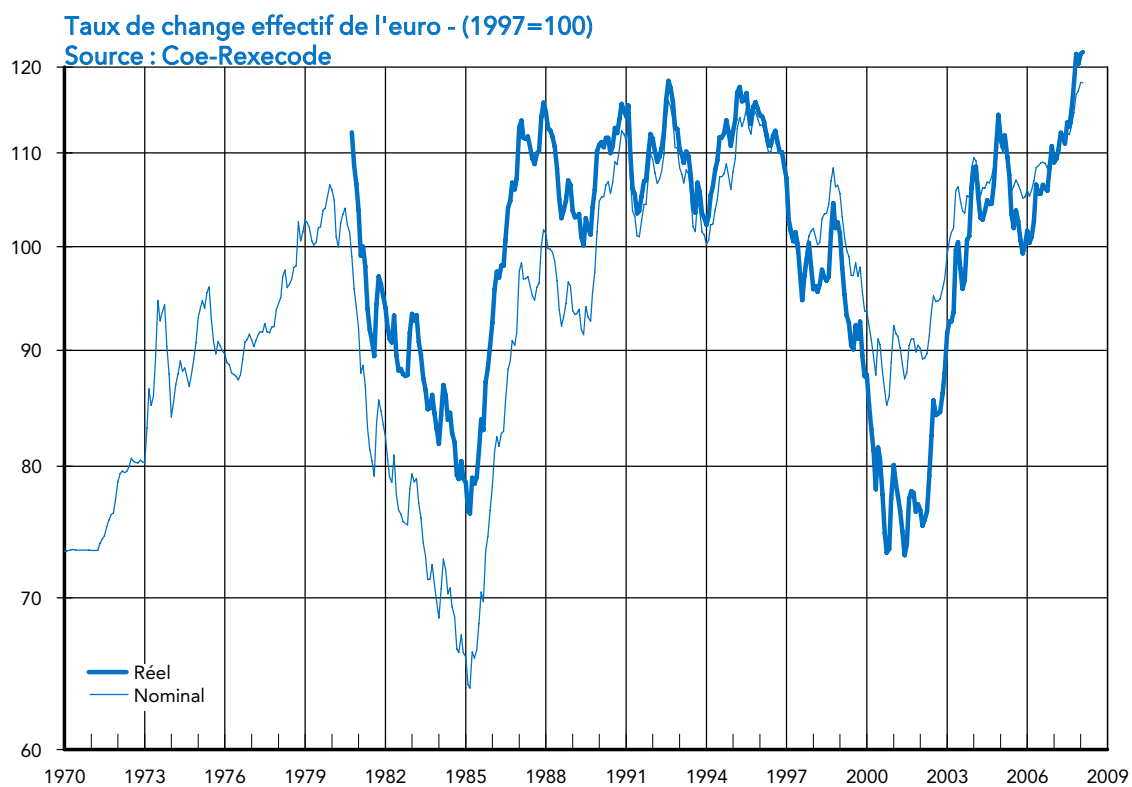
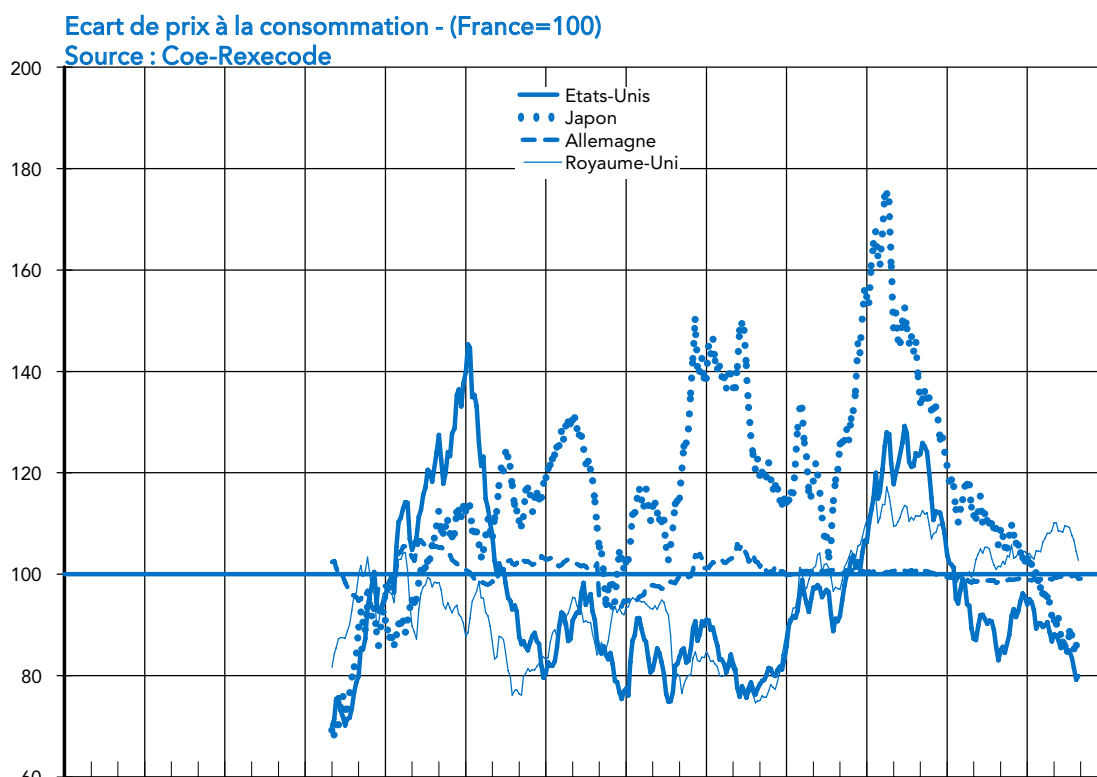
Indices comparés de production industrielle



Enquête sur les carnets de commandes globaux



Facteurs de la compétitivité - Prix

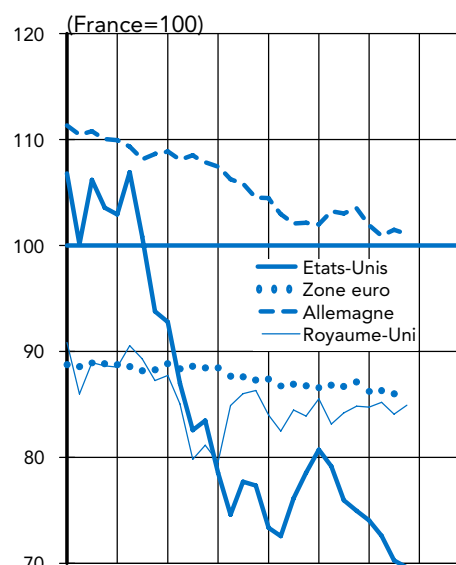


Facteurs de la compétitivité

L'appréciation brutale de l'euro qui s'est manifestée à partir de l'automne dernier, depuis un point déjà très élevé, renforce le handicap structurel de compétitivité dont pâtit l'activité industrielle en France. En l'espace d'un an, le taux de change effectif réel de l'euro (calculé par la BCE contre les 22 principales devises) s'est apprécié de plus de 5 %. Contre le seul dollar, l'euro s'est apprécié de plus de 16 % en l'espace d'un an. Il s'est également apprécié de plus de 12 % contre la livre sterling. L'adaptation des exportateurs à des changements de parité monétaire aussi brutaux passe pour l'essentiel par de nouveaux efforts de marge. Ceux-ci s'opèrent dans une situation où les taux de marge de l'industrie en France (30,8 % en moyenne en 2007) sont déjà inférieurs à leur niveau moyen observé au cours des trente dernières années (32,8 % en moyenne de 1978 à 2007).

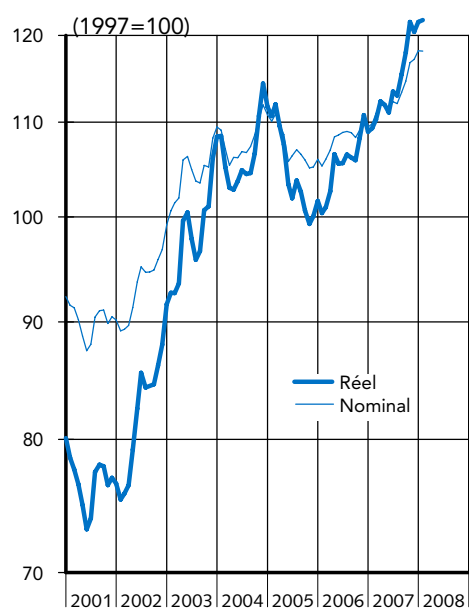
Handicapés par l'appréciation de l'euro au même titre que leurs concurrents européens, les industriels implantés en France ont en outre pâti d'une dérive des coûts salariaux horaires plus vive que celle observée dans l'ensemble de la zone euro. Le coût d'une heure de travail dans l'industrie en France s'inscrit à 32,7 euros fin 2007. Il dépasse celui de la zone euro de 16,3 % contre 12,5 % en 2000. Il est désormais quasiment à parité avec le coût salarial horaire dans l'industrie allemande (32,8 euros fin 2007). Il lui était inférieur de plus de 10 % en 2000. Au cours des douze derniers mois, il a progressé de 3,1 % en France contre 2,7 % dans la zone euro et 1,5 % en Allemagne. Les évolutions sont encore plus remarquable vis-à-vis des économies situées hors de la zone euro, le coût salarial d'une heure de travail dans l'industrie américaine, exprimé en euros, a reculé de 8,9 % en l'espace d'un an. Le coût de l'heure de travail dans l'industrie en France le dépasse désormais de plus de 52 %.

Coût horaire de la main d'œuvre dans l'industrie manufacturière

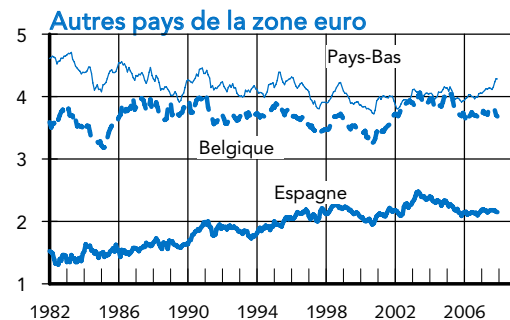
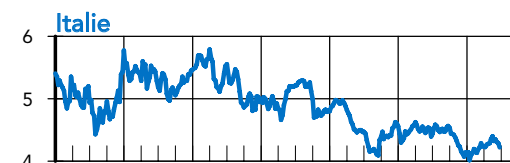
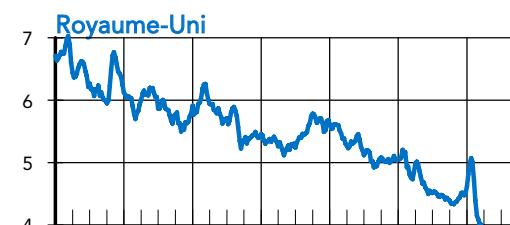
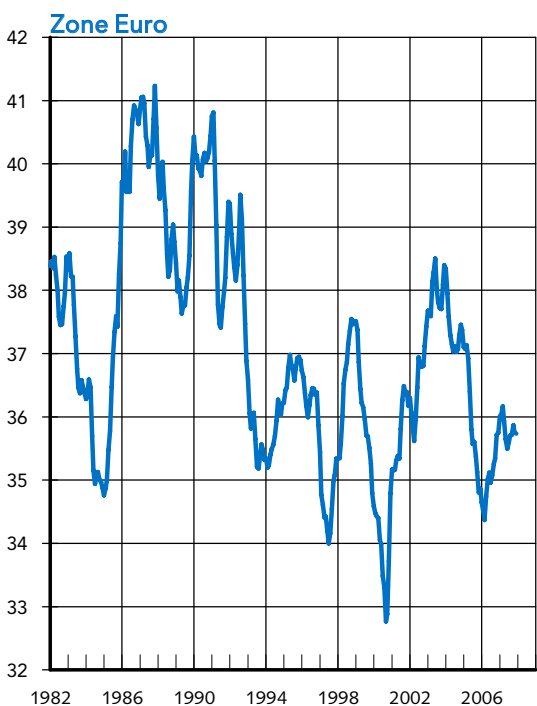
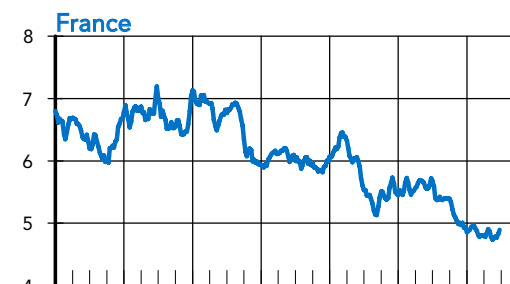
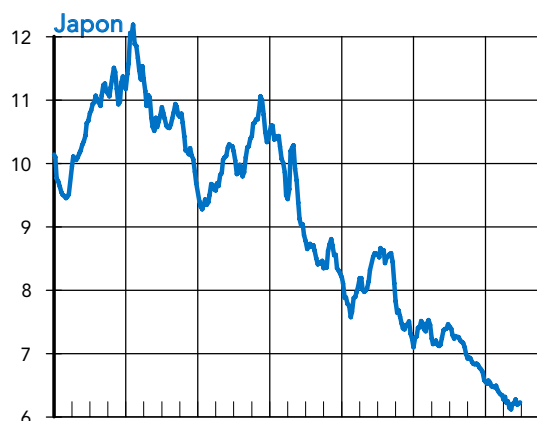
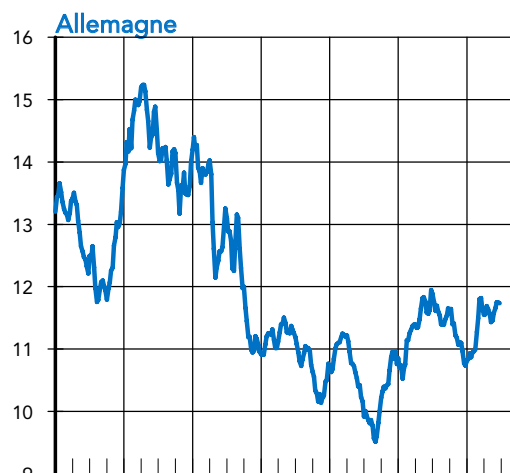
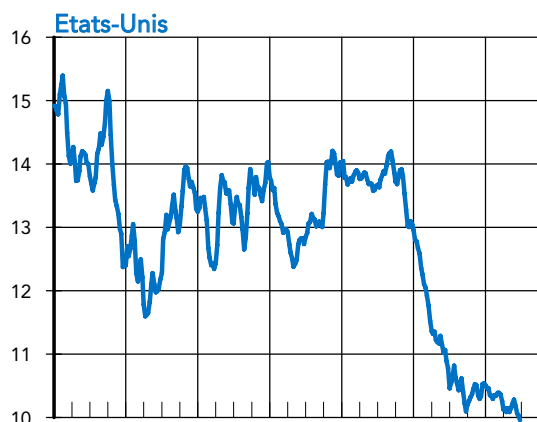


Source : Eurostat

Taux de change effectif réel de l'euro



Part de marché en valeur dans les exportations mondiales* (%)



* 41 principaux pays exportateurs

Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)

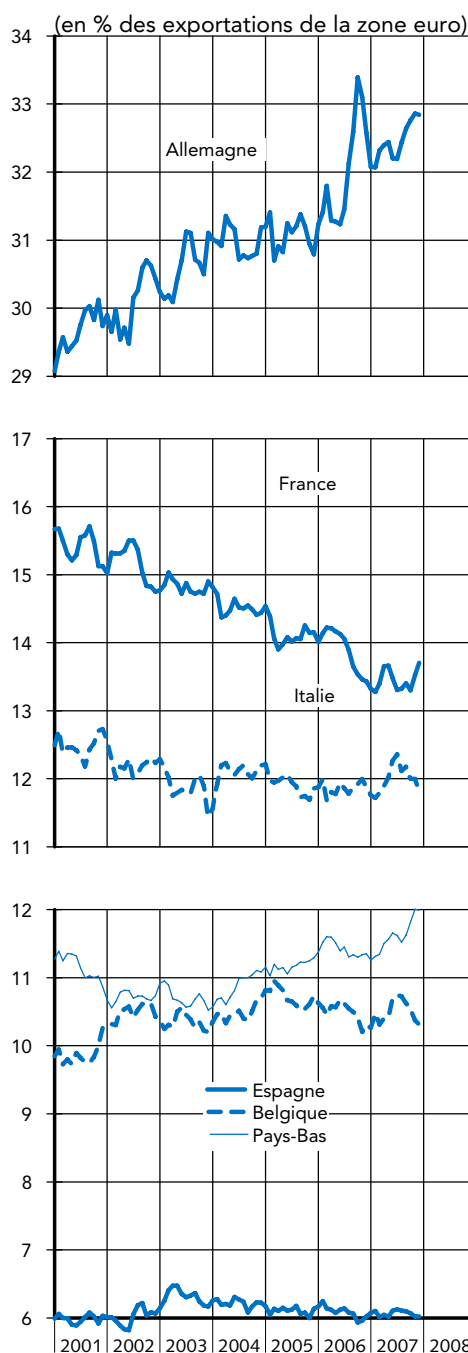
Parts de marché de chaque pays dans les exportations mondiales

Après huit années de recul quasi-ininterrompu, la part des exportations françaises (tous secteurs confondus) dans les exportations des 41 principaux exportateurs mondiaux s'est stabilisée à hauteur de 4,8 %. Cette part était de 6,3 % en 1998. Un quart de notre part de marché a ainsi été perdue en l'espace de neuf ans. En comparaison, la part du marché mondial détenue par les exportations effectuées par l'ensemble des économies membres de la zone euro (y compris échanges internes à la zone euro) s'est inscrit en 2007 seulement 2,2 % en dessous du niveau qui était le sien en 1998.

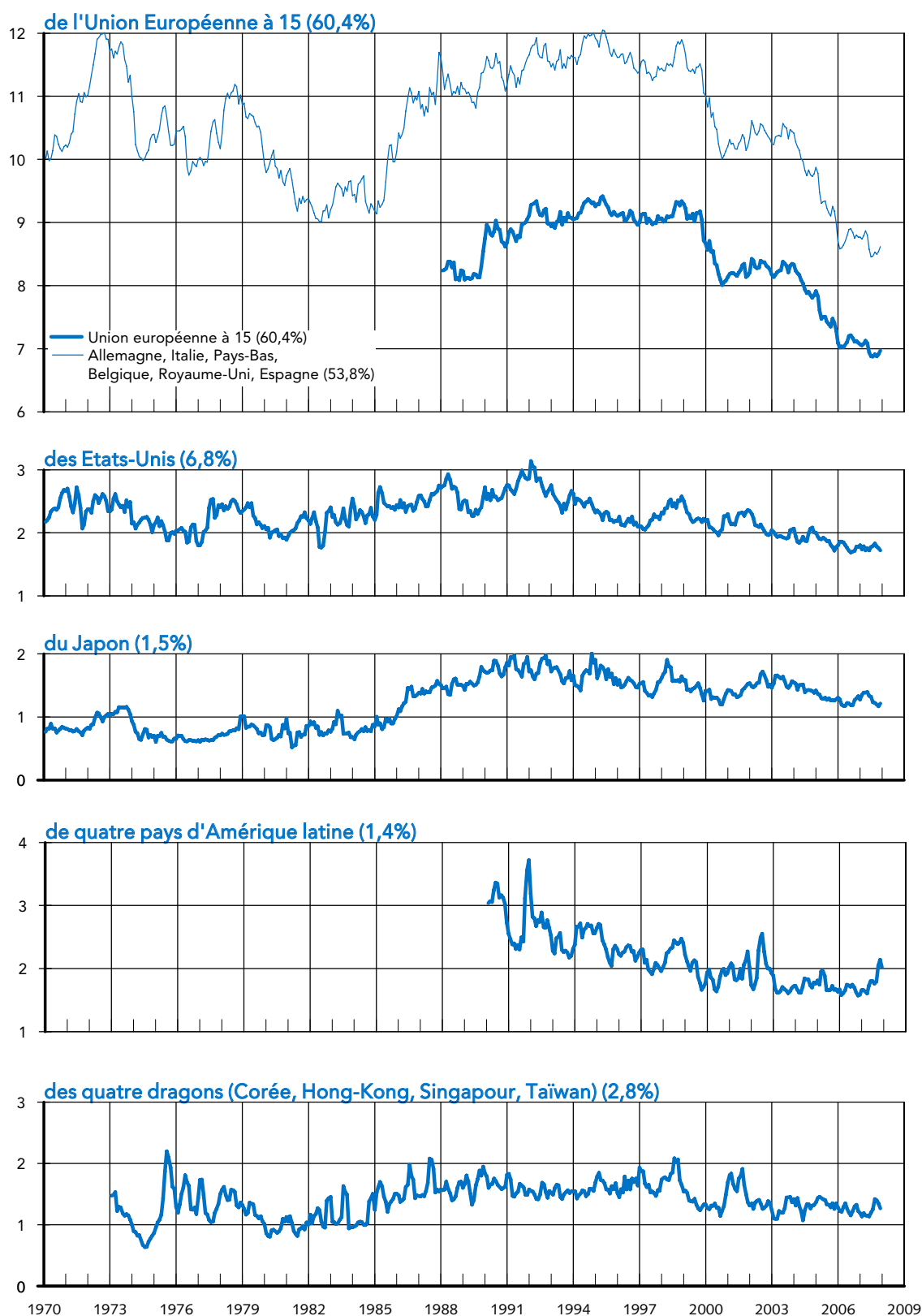
Le recul des parts de marché détenues par les exportateurs français s'est donc principalement opéré par rapport aux exportations effectuées depuis les autres sites européens de production. En s'inscrivant à hauteur de 13,5 % fin 2007, la part des exportations françaises dans les exportations de la zone euro s'inscrit en recul de plus de 20 % par rapport à son niveau d'il y a dix ans. Toutefois, une stabilisation à ce niveau bas paraît s'être opérée au cours de l'année écoulée.

Il est encore trop tôt pour conclure que le recul des parts de marché est désormais endigué d'autant que les dérives de coûts salariaux horaires restent plus vives en France que dans l'ensemble de la zone euro. Cette stabilisation s'observe également vis-à-vis des exportations allemandes. Pour la première fois depuis 1999, la progression des exportations françaises de marchandises (exprimées en glissement sur un an) a même été légèrement supérieure à celle des exportations allemandes en fin d'année dernière. ■

Part des exportations de chaque pays dans les exportations de la zone euro



Part des produits français dans les importations totales...



Source : douanes nationales (calcul Coe-Rexecode)

Entre parenthèses : poids de chaque zone dans les exportations françaises en 2006

Position des produits français sur les marchés extérieurs

La stabilisation à un niveau bas des parts de marché détenues par les exportateurs français s'observe peu ou prou sur la plupart des destinations des exportations. En 2007, la part des exportations depuis la France dans les importations des pays de l'Union européenne (hors pays d'Europe centrale et orientale) est ressortie à 7 % en moyenne annuelle comme en fin d'année. Cette part était de 9 % dix ans plus tôt. Cette stabilisation recouvre deux évolutions de sens contraire. La part des exportations françaises dans les importations britanniques s'est redressée au cours de l'exercice passé. Elle est ressortie à hauteur de 10,4 % en moyenne en 2007 (et 11 % en fin d'année) contre 9,2 % en 2006. A l'inverse, la part des exportations depuis la France dans l'ensemble des échanges effectués entre les pays de la zone euro s'est à nouveau effritée. Elle est tombée à 13 % fin 2007 contre 13,7 % en moyenne en 2006 et 16,7 % dix ans plus tôt.

Sur les autres principaux marchés développés, la part des exportations françaises a eu tendance à s'effriter légèrement en fin d'année. Elle reste proche de son point bas aux Etats-Unis (1,7 % fin 2007) et elle poursuit son érosion au Japon. Dans le cas des zones émergentes, le redressement de la part de marché est spectaculaire dans le cas des pays d'Amérique latine, ces derniers ne sont toutefois la destination que de 3,6 % des exportations françaises. Elle se stabilise à un niveau bas dans le cas des pays de l'Est et son érosion tendancielle a laissé place à une légère remontée en fin de période pour ce qui concerne les pays d'Asie émergente. Point favorable, cette stabilisation, voire cette remontée dans certains cas, s'est produite en même temps qu'une nouvelle flambée des cours de nombreuses matières premières s'opérait. Celle-ci aurait mécaniquement dû conduire à un recul de la part du marché mondiale détenue par les économies qui ne sont pas exportatrices de ce type de produits, recul qui ne s'est pas produit. ■

Part des exportations françaises dans les importations ...

